

Communiqué de presse

La deuxième Conférence Nationale Humanitaire s'ouvre dans un contexte dégradé pour les humanitaires

Paris, le jeudi 27 mars 2014 - La deuxième Conférence Nationale Humanitaire (CNH), organisée par le ministère des Affaires étrangères, aura lieu le 31 mars prochain. Dans un contexte général de multiplications des crises complexes, comme en Syrie où les acteurs humanitaires sont pris pour cibles et ont difficilement accès aux populations vulnérables, Coordination SUD attend de la France qu'elle défende les principes humanitaires et s'engage à apporter une aide à la mesure des besoins sur le terrain.

Les principes humanitaires, qui permettent aux populations affectées d'accéder à une aide neutre, impartiale et indépendante, sont clairement définis dans la Stratégie nationale humanitaire française et dans le Consensus humanitaire européen. Coordination SUD attend du Gouvernement qu'il réaffirme l'importance de l'application systématique de ces principes, en particulier lors de crises complexes et quand la France est elle-même impliquée militairement.

La CNH réunira, outre les deux ministres français Laurent Fabius et Pascal Canfin, la commissaire européenne à l'aide humanitaire Kristalina Georgieva et la secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valérie Amos. Une occasion pour la France de prôner aux niveaux européen et international une vraie distinction entre action humanitaire et objectifs politiques et sécuritaires.

Les moyens financiers pour l'action humanitaire sont au cœur du débat. Coordination SUD demande un engagement clair d'augmentation du budget français pour l'aide humanitaire ainsi qu'un doublement de la part transitant via les ONG, comme le président de la République s'y est engagé lors de la clôture des Assises du développement et de la solidarité internationale le 1^{er} mars 2013.

Au niveau européen, les graves difficultés budgétaires de la Direction générale de l'aide humanitaire (ECHO) mettent en péril la mise en œuvre de programmes vitaux sur le terrain. Les besoins des populations n'ont pas diminué. « *Elles ont toujours autant besoin d'eau potable, de nourriture et de médicaments !* » s'indigne Alain Boinet, administrateur de Coordination SUD. Les ONG demandent une mobilisation de la France auprès des instances européennes pour débloquer rapidement les sommes promises et trouver une solution pérenne afin que cette situation ne se reproduise plus.

Enfin, pendant la CNH, Coordination SUD portera des propositions concrètes pour une prise en compte effective du lien entre urgence, réhabilitation et développement (URD) dans les politiques et les pratiques d'intervention des différents acteurs.

Contact presse

Stéphanie Dubois de Prisque, duboisdeprisque@coordinationsud.org
Tél : +33 (0)1 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 140 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.